

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse
Division de Bar le Duc
14 Rue Antoine Durenne
55013 BAR LE DUC

Bar le Duc, le 29/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SPEBH

ZAC CAP MALO
Avenue du phare de la Balue
35520 La Mézière

Références : GB/479-2023
Code AIOT : 0006209922

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/10/2023 dans l'établissement SPEBH implanté 55130 Bonnet. L'inspection a été annoncée le 18/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPEBH
- 55130 Bonnet
- Code AIOT : 0006209922
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SPEBH, exploite un parc éolien sur le territoire des communes de BONNET et HOUDELAINCOURT. Ce parc est autorisé par arrêté préfectoral n°2016-997 du 11 mai 2016 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n°2016-2246 du 10 octobre 2016. Il est composé de 4 éoliennes et 2 postes de livraison.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations

dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Voie d'accès carrossable	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
2	Norme de construction	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8	Sans objet
3	Mise à la terre	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9	Sans objet
4	Norme électrique	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10	Sans objet
5	Balilage	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	Sans objet
6	Suivi environnemental	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Sans objet
7	Accès aux aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
8	Identification des aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
9	Compétence du personnel	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
10	Propreté	Arrêté Ministériel du 26/08/2011,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
		article 16	
11	Arrêts d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
12	Contrôle des brides de fixation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	Sans objet
13	Manuel d'entretien	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
14	Elimination des déchets	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Sans objet
15	Déchets non dangereux	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 21	Sans objet
16	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Sans objet
17	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	Sans objet
18	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
19	Détection de glace	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25	Sans objet
20	Bruit	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26	Sans objet
21	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30 et 31	Sans objet
22	Mesures compensatoires	Arrêté Préfectoral du 11/05/2016, article 6.I.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées n'a pas constaté de non-conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Voie d'accès carrossable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable, au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.
Constats : Le jour de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que les accès sont entretenus. L'exploitant réalise 4 passages par an pour l'entretien des abords.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Norme de construction

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 8
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : L'aérogénérateur est conforme aux dispositions de la norme NF EN 61 400-1 (version de juin 2006) ou CEI 61 400-1 (version de 2005) ou toute norme équivalente en vigueur dans l'Union Européenne. L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les rapports des organismes compétents attestant de la conformité des aérogénérateurs à la norme précitée.

En outre, l'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs démontrant que chaque aérogénérateur de l'installation est conforme aux dispositions de l'article R. 111-38 du code de la construction et de l'habitation.
Constats : L'exploitant a fourni les certificats justifiant la conformité de la norme NF EN 61 400-1 et IEC 61 400-1 pour l'ensemble des aérogénérateurs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mise à la terre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 9
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : L'installation est mise à la terre pour prévenir les conséquences du risque foudre. L'installation respecte la norme IEC 61 400-24, dans sa version en vigueur à la date du dépôt du dossier de demande d'autorisation environnementale prévu par l'article L. 181-8 du code de l'environnement. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la mise à la terre de l'installation avant sa mise en service industrielle.
Constats : L'exploitant a fourni les certificats justifiant la conformité de la norme NF EN 61 400-24 relative à la mise à la terre des installations. La société de maintenance réalise périodiquement la pérennité de la mise à la terre.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Norme électrique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Les installations électriques à l'intérieur de l'aérogénérateur respectent les dispositions de la directive du 17 mai 2006 susvisée qui leur sont applicables. Les installations électriques extérieures à l'aérogénérateur sont conformes aux normes NFC 15-100, NFC 13-100 et NFC 13-200 dans leur version en vigueur à la date du dépôt de dossier de demande d'autorisation. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'installation pour prévenir les risques électriques, avant sa mise en service industrielle.
Constats : L'exploitant a fourni le rapport attestant de la conformité de l'ensemble des installations électriques.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Balisage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11
Thème(s) : Autre, Dispositions constructives
Prescription contrôlée : Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l'aviation civile.
Constats : L'exploitant a transmis le certificat de conformité justifiant la conformité du balisage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Suivi environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Exploitation

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de téléservice de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de téléservice, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p> <p>Constats :</p> <p>Un suivi environnemental a été réalisé en 2019, 2020 et 2021. Malgré une faible mortalité sur les chiroptères, un bridage est mis en place depuis 2020. Le suivi 2021 atteste de l'efficacité de ce bridage. Concernant le Milan royal, un cas de mortalité a été relevé dans le cadre du suivi 2021. Suite à ce constat l'exploitant a immédiatement mis en place un bridage diurne sur les périodes stratégiques spécifiques au Milan royal. L'exploitant a également aussitôt informé l'inspection des installations classées et transmis le rapport d'accident au BARPI. L'exploitant a mis en place un suivi spécifique pour le Milan royal. Un suivi comportemental du Milan royal en période de migration postnuptiale sur l'année 2024 sera réalisé, un retour à l'inspection des installations classées sera réalisé sur ce sujet.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 7 : Accès aux aérogénérateurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13</p> <p>Thème(s) : Autre, Exploitation</p> <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.</p> <p>Constats :</p> <p>Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, des postes de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
--

N° 8 : Identification des aérogénérateurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14</p> <p>Thème(s) : Autre, Exploitation</p> <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.</p> <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles, soit au moyen de pictogrammes sur un panneau sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement.</p> <p>Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; - la mise en garde face aux risques d'électrocution ; - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
--

Constats : Le jour de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que les prescriptions de l'article 14 étaient respectées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Compétence du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 de l'AMPG, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisation des ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisés par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.
Constats : L'exploitant a fourni l'attestation VESTAS justifiant que l'ensemble du personnel dispose des habilitations/formations sécurité nécessaires et notamment la formation portant sur les risques accidentels. L'exploitant dispose d'un tableau de suivi des habilitations et formations aux risques. L'exploitant dispose également d'un outil du suivi faisant office de registre demandé par l'article 15 (incident et accident) permettant de suivi l'ensemble des incidents/sinistres. L'exploitant dispose d'un outil de suivi reprenant l'ensemble des tests et exercices incendies afin de s'assurer de la connaissance des procédures.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : L'intérieur de l'aérogénérateur visité était propre le jour de la visite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Arrêts d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
Prescription contrôlée : Avant la mise en service industrielle d'un aérogénérateur, l'exploitant réalise des essais permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre l'aérogénérateur en sécurité. Ces essais comprennent : - un arrêt ; - un arrêt d'urgence ; - un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime. Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19. Avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs et des équipements connexes, les

installations électriques visées à l'article 10 sont contrôlées par une personne compétente. Par ailleurs elles sont entretenues, elles sont maintenues en bon état et elles sont contrôlées à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : L'exploitant a fourni l'attestation justifiant l'ensemble des contrôles demandés par l'article 17. Tous les ans ces essais sont réalisés et consignés dans un rapport. L'inspection des installations classées a vérifié le dernier rapport de février 2023.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Contrôle des brides de fixation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur.</p> <p>Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.</p> <p>Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.</p> <p>L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.</p> <p>L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.</p> <p>Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.</p> <p>La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<p>Constats :</p> <p>I) L'exploitant a fourni le dernier rapport de contrôle ICPE VESTAS justifiant le respect des vérifications périodiques des brides.</p> <p>II) L'exploitant réalise des contrôles tous les 6 mois des pales, visuel tous les 6 mois par le technicien de maintenance et une inspection au drone par un prestataire tous les étés. Les derniers rapports de contrôle ont été vérifiés par l'inspection des installations classées.</p> <p>III) L'exploitant dispose de la liste des systèmes instrumentés de sécurité ainsi qu'un tableau de suivi des fréquences de maintenance. Le dernier rapport de contrôle a été vérifié.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Manuel d'entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.</p> <p>L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations</p>

préventives et correctives engagées.
Constats : L'exploitant dispose du manuel d'entretien. L'exploitant a accès au registre de maintenance reprenant l'ensemble des rapports VESTAS, et dispose d'alerte lui permettant le suivi de la périodicité. L'exploitant dispose d'un outil de suivi en temps réel des interventions de maintenance. Chaque machine est munie d'un registre papier nommé « logbook », permettant de tracer les opérations réalisées sur l'éolienne. Toutes les interventions font par ailleurs l'objet d'un rapport d'intervention informatisé, archivé sur un portail web. Concernant le détail et la fréquence des opérations réalisées, ceux-ci sont détaillés dans le manuel de maintenance de l'éolienne.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Elimination des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Autre, Exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.
Constats : Le registre de suivi des déchets dangereux est réalisé via une extraction de Trackdéchets. Un bordereau de suivi des déchets dangereux a été vérifié par échantillonnage.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Déchets non dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 21
Thème(s) : Autre, Exploitation
Prescription contrôlée : Les déchets non dangereux (définis à l'article R. 541-8 du code de l'environnement) et non souillés par des produits toxiques ou polluants sont récupérés, valorisés ou éliminés dans des installations autorisées. Les seuls modes d'élimination autorisés pour les déchets d'emballage sont la valorisation par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux utilisables ou de l'énergie. Cette disposition n'est pas applicable aux détenteurs de déchets d'emballage qui en produisent un volume hebdomadaire inférieur à 1 100 litres et qui les remettent au service de collecte et de traitement des collectivités.
Constats : Le parc ne génère pas de déchets non-dangereux.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Risques
Prescription contrôlée : Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent : <ul style="list-style-type: none"> - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; - les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ; - les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; - le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à

<p>suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).</p> <p>Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les consignes d'urgence relatives aux situations citées dans l'article 22 sont décrites dans le plan de prévention des risques mis en place par ENGIE Green avec ses prestataires. Ce plan de prévention est mis en place sur le parc éolien de Bonnet-Houdelaincourt suite à l'intégration de la société LANGA à ENGIE Green France.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 17 : Détection incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est doté d'un système de détection qui permet d'alerter, à tout moment, l'exploitant ou un opérateur qu'il aura désigné, en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse de l'aérogénérateur.</p> <p>L'exploitant ou un opérateur qu'il aura désigné est en mesure de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de quinze minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.</p> <p>L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place une procédure d'urgence pour l'équipe de supervision, l'outil de suivi permet de centraliser toutes les alarmes notamment incendie, survitesse. L'exploitant dispose d'une astreinte permettant d'être réactif en cas de fonctionnement anormal.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 18 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - d'un système d'alarme qui peut être couplé avec le dispositif mentionné à l'article 23 et qui informe l'exploitant à tout moment d'un fonctionnement anormal. - d'au moins deux extincteurs situés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.
<p>Constats :</p> <p>Les éoliennes sont surveillées via les capteurs reliés aux alarmes. Toute détection d'anomalie génère une alarme dans les systèmes informatiques (système « SCADA »). Ces informations sont transmises en temps réel au centre de conduite situé à Châlons-en-Champagne (disponible 24h/24h). Si nécessaire, les procédures d'urgence adéquates sont alors immédiatement activées. L'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des moyens de lutte contre l'incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 19 : Détection de glace

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risques</p>

<p>Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur. En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de soixante minutes. L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales. Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22. Lorsqu'un référentiel technique permettant de déterminer l'importance de glace formée nécessitant l'arrêt de l'aérogénérateur est reconnu par le ministre des installations classées, l'exploitant respecte les règles prévues par ce référentiel.</p>
<p>Constats : L'exploitant dispose d'une procédure de gestion de glace. Il réalise une levée de doute avant chaque redémarrage.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 20 : Bruit

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 26</p>
<p>Thème(s) : Autre, Bruit</p>
<p>Prescription contrôlée : L'installation est construite, équipée et exploitée de façon telle que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage. [...]. En outre, le niveau de bruit maximal est fixé à 70 dB (A) pour la période jour et de 60 dB (A) pour la période nuit. Ce niveau de bruit est mesuré en n'importe quel point du périmètre de mesure du bruit défini à l'article 2. [...]</p>
<p>Constats : L'étude bruit réalisée par la société GAMBA démontre que l'installation est conforme à la réglementation en vigueur.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 21 : Garanties financières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 30 et 31</p>
<p>Thème(s) : Autre, Garanties financières</p>
<p>Prescription contrôlée : Le montant des garanties financières mentionnées à l'article R. 515-101 du code de l'environnement est déterminé selon les dispositions de l'annexe I de l'AMPG. L'exploitant actualise tous les cinq ans le montant de la garantie financière, par application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté.</p>
<p>Constats : Les garanties financières sont valables jusqu'au 29/11/2027.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 22 : Mesures compensatoires

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2016, article 6.I.2</p>
<p>Thème(s) : Autre, Mesures compensatoires</p>
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant replantera des haies sur la base de la proposition faite dans l'étude d'impact fournie lors du dépôt de la demande d'autorisation d'exploiter.</p>
<p>Constats : Les conventions sont de nouveau signées avec de nouveau propriétaire pour la plantation de haies de la mesure compensatoire. L'exploitant n'a pas terminé la mesure pour des contraintes techniques (présence de « cailloux » empêchant la plantation sur la zone initialement prévue). L'exploitant s'est engagé à transmettre l'information à l'inspection des installations classées, une fois l'action réalisée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>